

Election à la commission paritaire nationale des Attachés d'Administration de l'Etat Scrutin du 27 novembre au 4 décembre 2014

Chers collègues,

Vous allez élire vos représentants à la CAPN. Ce scrutin est un enjeu pour votre carrière. Il exprimera votre volonté de donner à Force Ouvrière le mandat de vous représenter et de vous défendre, dans un contexte particulier, celui d'une politique d'austérité et de coupes budgétaires, celui de la remise en question de vos garanties statutaires.

Les personnels d'encadrement sont au carrefour des réformes et doivent appliquer les suppressions de postes, les fermetures de services, réduire les moyens de fonctionnements, souvent à l'encontre de leurs propres convictions et intérêts. La catégorie A devient un instrument politique au détriment de la neutralité du fonctionnaire d'Etat.

Avec FO je demande une vraie carrière :

- ▶ Parce que le CIGeM a détruit le statut de l'AENES et remis en question les possibilités de carrière de tous ;
- ▶ Parce que seul le premier échelon d'attaché, où il n'y a quasiment personne, a été revalorisé ;
- ▶ Parce que le corps des CASU, devenus Directeurs de service, a été assimilé au grade des APAE et n'est plus aujourd'hui un corps de débouché ;
- ▶ Parce que le GRAF (Grade à Accès Fonctionnel) réduit les possibilités de promotion de tous : c'est dorénavant l'emploi occupé qui ouvre l'accès au grade et dans des conditions très restrictives ;
- ▶ Parce que le 8ème échelon de la Hors Classe, dernier échelon dit spécial, est contingenté et qu'on ne peut y accéder que par inscription à un tableau d'avancement.

Je vote FO, pour défendre mon statut et pour défendre mon droit à carrière

Je vote FO parce que je veux :

- la fin de l'individualisation des carrières et l'abandon du CIGeM.
- la transformation des grades et des emplois fonctionnels en grades d'avancement sans contingentement,
- le respect des statuts particuliers,
- le respect de notre statut de fonctionnaire d'Etat, de toutes ses garanties statutaires et de nos missions.

Le CIGeM : un outil pour démanteler les administrations et établissements de la Fonction publique.

Il préfigure un statut «transfonctionpublique », commun aux trois versants de la Fonction publique et s'oppose aux statuts particuliers.

Il s'inscrit dans le cadre de la réforme territoriale : la refonte de la carte administrative de la France par la suppression des départements et la fusion de régions, par la remise en cause des services de l'Etat, par le transfert des missions aux collectivités locales met en danger le droit à carrière de chacun.

La ministre de la Fonction publique ne s'en cache pas : il s'agit de «faciliter les mobilités locales entre les administrations, dans le cadre des restructurations et des suppressions de postes, et non dans le but d'améliorer le mouvement pour accéder au poste choisi, notamment sur critères géographiques », alors que les suppressions de postes et de services pleuvent dans les autres administrations et que la mobilité est de fait impossible.

Avec FO je demande un vrai salaire :

- ▶ Parce que le gouvernement mène une politique d'austérité ;
- ▶ Parce que le point d'indice est gelé depuis 2010 et qu'il ne sera pas augmenté jusqu'en 2017 ;
- ▶ Parce que tous les agents ont perdu 17% de pouvoir achat depuis 2010.
- ▶ Parce qu'un attaché aujourd'hui débute à 15% au-dessus du SMIC contre 75% en 1983.
- ▶ Parce qu'être logé est synonyme d'astreintes et d'heures supplémentaires non récupérées et non payées. Même pendant les congés !
- ▶ Parce que le projet de loi de Finances 2015 s'inscrit

pleinement dans les mesures d'austérité découlant du pacte de responsabilité qui sabre les budgets et divise par deux les enveloppes consacrées aux mesures catégorielles.

Avec FO, je veux

- une revalorisation générale de la grille : 8% d'augmentation immédiate du point d'indice et 55 points immédiatement pour tous.
- l'accès de tous les attachés aux indices de la hors-échelle lettre.
- un régime indemnitaire au coefficient 8 pour tous sans modulation et sans individualisation, pour tous les personnels, logés ou non.

Des services menacés et rendus malades :

Tous les services, qu'ils soient ministériels ou déconcentrés ont été impactés par la RéATE, par la RGGP et par la MAP avec leur cortège de restructurations, de suppressions massives de postes.

Les services ministériels perdent une partie de leurs missions, déconcentrées ou transférées à des « agences », ou même confiées à des entreprises privées (services informatiques).

La « nouvelle gouvernance », en transformant les Inspections académiques en Directions départementales, a déjà favorisé les fusions et les mutualisations de services et la mise en place de plates-formes interdépartementales.

Avec son projet de réforme territoriale, c'est la suppression à terme de toutes les DSDEN et l'existence même de certains rectorats (dans les régions fusionnées) qui sont en question.

Des EPLE au bout du rouleau :

Même pour ceux qui aiment réellement leur travail, exercer en EPLE suscite la crainte, voire la panique d'être isolé, submergé, asphyxié de tâches, et pousse certains au burnout.

FO s'était opposé aux transferts des TOS aux collectivités territoriales car nous savions dans quelles difficultés les gestionnaires allaient se trouver : difficultés de rapport hiérarchique, difficultés de moyens humains mis à disposition.

Le désengagement de l'Etat, l'autonomie des établissements, la réforme de la carte comptable avec des regroupements d'établissements pouvant aller jusqu'à 12, rythment le quotidien des gestionnaires.

La « territorialisation » de l'enseignement conduit les collectivités de rattachement à accentuer leur pression sur les gestionnaires et à se comporter comme leur hiérarchie, niant leur statut de fonctionnaires de l'Etat, souvent sans aucun soutien des recteurs et du ministère.

Des universités toujours plus autonomes :

Cette autonomie, mise en place par la LRU et aggravée par la loi Fioraso, menace gravement la pérennité des personnels de l'AENES en leur sein. Leur statut n'est en effet pas assez flexible pour répondre aux projets de fusions et de restructurations qui sont dictés par les « collaborateurs » privés des établissements, dont les crédits deviennent décisifs pour déterminer les « choix » des universités.

Des établissements (CROUS, CNED, CRDP, CREPS, Services Jeunesse et Sports) de moins en moins « publics » :

Laboratoires de l'autonomie de gestion et de la privatisation de services entiers, ces établissements fonctionnent d'ores et déjà comme de petites entreprises et privilégient le recrutement de personnels sous contrat dont le nombre ne cesse de croître au détriment des fonctionnaires.

Des élus pour quoi faire :

Les commissaires paritaires FO défendent les intérêts individuels et collectifs de tous, pour toutes les phases de la vie professionnelle : avancements, promotions, mutations, conflits, harcèlements, conditions de travail ...

Avec FO, je veux l'abandon de la réforme territoriale, le maintien de tous les services.

Avec FO, je veux l'arrêt des regroupements et le rétablissement d'agences comptables à taille « humaine »

Je crois au service public, je veux défendre mon statut, mes droits : je vote Force Ouvrière

Avec FORCE OUVRIERE, je revendique aussi :

La création de tous les postes statutaires nécessaires et le remplacement des personnels absents ;

La protection de l'Etat, notre employeur, dans l'exercice de nos fonctions ;

Une véritable formation initiale et tout au long de la carrière ;

Nos droits et nos acquis sociaux sont malmenés, aujourd'hui plus que jamais.

Nos conditions de travail se dégradent.

Votre voix est importante

Du 27 novembre au 4 décembre

JE VOTE FO



**En votant Force Ouvrière, vous élirez
des représentants qui défendent
avec détermination vos droits**